

505 LN509/3

9341

(1945)

A

Reprise de l'activité du Consortium forestier  
et maritime

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

8.10.45

Reprise de l'activité du Consortium Forestier et Maritime

9341

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 8 octobre 1945

C O P I E

D 9282/3

Monsieur le Ministre,

L'exploitation du Consortium forestier et maritime des Chemins de fer français, dont la S.N.C.F. a pris la gestion directe à la suite des grands Réseaux, a pour activité essentielle de pourvoir le réseau ferré métropolitain en bois de voie, de wagons et en bois divers extraits des concessions qui ont été accordées par le décret et le cahier des charges du 19 juillet 1920.

Les circonstances présentes justifieraient que l'activité de cette exploitation soit portée à son maximum et qu'elle ne soit contrariée par aucune action extérieure.

Or, l'Office des Bois de l'Afrique équatoriale française, institué par décret du 24 février 1944, avec mission de centraliser toutes les opérations touchant la vente des bois produits sur ce territoire, tend à soumettre à son intervention les fournitures faites au réseau métropolitain par le Consortium forestier et maritime alors que celui-ci fonctionne exactement comme un service intérieur à la S.N.C.F. et que les fournitures qu'il fait aux différents services utilisateurs de cette dernière ne sont pas des ventes.

Il nous semblerait au contraire normal que les cessions faites par la S.N.C.F. (Consortium forestier et maritime), soit aux réseaux de chemins de fer coloniaux, soit aux divers services publics métropolitains et coloniaux, soient, elles aussi, traitées sans intervention de l'Office des Bois.

D'autre part, du fait des initiatives de l'Office des Bois, les Autorités locales prennent des mesures de restriction de l'abattage de l'okoumé et nous nous trouvons ainsi disposer actuellement d'un contingent très inférieur aux besoins de la S.N.C.F. en bois de cette essence destinés à la fabrication de contreplaqué.

Cette disposition est contraire aux clauses du décret et du cahier des charges de notre concession, qui nous incitaient à une exploitation très intense de nos concessions forestières, et aux exigences impérieuses actuelles de la reconstruction du réseau et du parc de matériel roulant des chemins de fer métropolitains.

SINCE : 2410

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins de fer et des transports  
244, Bld Saint-Germain - PARIS -



J'ai l'honneur de vous demander, en conséquence, de bien vouloir intervenir d'urgence auprès de l'Administration centrale des Colonies en vue d'obtenir que :

1°) notre exploitation du Gabon soit dispensée de l'intervention de l'Office des Bois de l'A.E.F. pour toutes les fournitures en bois bruts et façonnés de toutes sortes, destinées au réseau français de la S.N.C.F. et, si vous le jugez opportun, aux réseaux coloniaux et aux services publics métropolitains et coloniaux;

2°) l'exploitation de nos concessions forestières puisse se poursuivre sans d'autres limites de tonnages que celles imposées, dans le cadre des conditions techniques d'exploitation de la forêt, par les besoins de la S.N.C.F. et, éventuellement, des services publics et des réseaux coloniaux.

Je crois savoir que les dispositions du décret du 24 février 1944 doivent être prochainement modifiées. Le texte modificatif de ce décret pourrait alors comprendre les restrictions demandées à l'alinéa 1°) ci-dessus, la seconde demande pouvant faire l'objet d'instructions à l'Administration locale, chargée d'accorder les autorisations d'abatage aux divers exploitants.

Bien entendu, nous n'entendons pas refuser à l'Office des Bois la faculté d'exercer un contrôle de notre production, pour ce qui peut être utile à la surveillance générale de l'exploitation forestière de la colonie, mais ce contrôle ne saurait qu'être de nature statistique ou administrative.

D'autre part, notre exploitation demeure toujours prête à apporter à l'Office des Bois toute la collaboration que celui-ci peut lui demander, et même lui réserver une certaine part de son activité, mais cette collaboration, dont les conditions feraient l'objet d'accords précis et limités, ne saurait faire préjudice au principe d'indépendance exposé ci-dessus.

Il est évident, enfin, que le Consortium demeurera soumis à la réglementation commune pour toute sa production non absorbée par la S.N.C.F. et, éventuellement par les autres services publics et qu'il bénéficiera d'ailleurs, comme les autres exploitants, de contingents d'abatage d'okoumé lui permettant l'écoulement du complément de bois tendres obtenus par l'exploitation rationnelle de ses coupes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports  
244, Rue Saint-Germain - PARIS